



CP/OSMR/2021

Bureau du porte-parole et des relations avec les médias

Déclaration à la presse de Mme Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC et Cheffe de la MONUSCO

15 avril 2021 – Beni : Vous me trouverez toujours aux côtés de celles et ceux qui souhaitent exercer leur liberté d'opinion, d'expression et de manifestation. Chaque Congolais est libre de critiquer la MONUSCO, d'estimer que cette dernière ne remplit pas son rôle, et de demander au gouvernement notre départ. Tout cela, à condition de le faire de manière pacifique.

Je le répète, avec la plus grande fermeté : les menaces, les intimidations et la violence sont inacceptables et dans un Etat de droit, susceptibles de poursuites judiciaires. Elles sont non seulement inacceptables mais totalement contre-productives. Je ne doute pas de la sincérité de nombreux manifestants. Mais qui profite de cette violence, de ce regain d'instabilité ? Les groupes armés eux-mêmes, et leurs complices qui profitent de la confusion et souhaitent qu'elle soit entretenue pour continuer les trafics, les pillages et l'exploitation illégale des ressources des Congolaises et des Congolais.

Je ne doute pas non plus de la bonne foi de certains qui font circuler les rumeurs les plus folles et les plus malveillantes. Quand on a autant souffert de ce qu'il y a de pire pour l'homme, comme les populations du Grand Nord ont pu souffrir, on devient plus vulnérables aux manipulations les plus grossières. Mais ne vous laissez pas abuser : si une guerre asymétrique se joue avec les ADF, une guerre psychologique est aussi en cours, avec pour armes les intox, les mensonges et les calomnies diffusées sur les médias sociaux, pour faire douter la population de l'identité du véritable ennemi.

J'en appelle à la responsabilité de chacune et de chacun d'entre vous. Oui, les forces de sécurité nationales et la MONUSCO ne sont pas parvenues à faire cesser les massacres, en particulier ceux perpétrés par les ADF. Oui, ces massacres sont odieux, barbares, et nous devons faire mieux. Mais non, la solution n'est pas de s'attaquer à nous, aux humanitaires et aux institutions nationales, qui sommes avec la population, et qui travaillons pour elle. Détruire les biens publics et privés au nom du sacro-saint droit de manifester n'est pas la solution.

J'en appelle également aux politiciens qui pensent se faire élire ou réélire en 2023 : devant l'immensité des souffrances de la population, Beni demande et mérite une trêve partisane, et que toutes les forces politiques travaillent ensemble à restaurer la paix et la sécurité avec les institutions nationales et provinciales, sans arrière-pensées politiciennes.

A cet égard, je salue l'initiative parlementaire de créer une Commission d'Enquête sur la situation d'insécurité dans la partie est et nord-est de la RDC dans l'objectif de formuler des recommandations contribuant à la restauration de la stabilité et de l'autorité de l'Etat dans ces provinces. Les Nations Unies sont prêtes à apporter tout leur soutien aux travaux de cette commission d'enquête.



Je le constate depuis que je suis arrivée en RDC : la relation qui unit les Nations Unies et la République démocratique du Congo est d'une intensité et d'une complexité que j'ai rarement vues ailleurs. On peut dans un même souffle nous reprocher de n'avoir jamais rien fait et nous remercier d'avoir stoppé le M23. On peut dans la même phrase nous accuser d'avoir échoué en tout, tout en reconnaissant que la violence armée n'existe plus que dans quelques provinces, les vôtres, alors que le pays tout entier était sous occupation étrangère et dans une très grande instabilité lorsque la Mission a été autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

De même, lors de mes plus récentes visites, j'ai rencontré toutes sortes de réactions. Des populations au Kasai qui regrettaient notre départ en cours de leur province. Des habitants de Lubumbashi qui m'ont dit être orphelins du départ de la Mission il y a plus de deux ans. Et ici, des représentants de la société civile m'expliquant que la population dans son ensemble souhaite notre départ. Où est la vérité ? Je crois que la vérité est un peu partout. La vérité, c'est que la Mission des Nations Unies et la République démocratique du Congo partagent depuis longtemps un destin commun, semé de difficultés, de déceptions mais aussi d'avancées remarquables.

Alors je tiens à rassurer ceux qui souhaitent nous voir partir. Nous ne nous accrochons pas, nous partons du Kasai, nous allons partir du Tanganyika, et nous travaillons à une stratégie de sortie, de transition, pour que les institutions congolaises puissent assumer leur pleine souveraineté.

Et je tiens aussi à rassurer ceux, nombreux j'en suis convaincue, qui souhaitent nous voir rester, au moins dans ces moments très difficiles que vivent encore les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Nous restons pleinement mobilisés pour ramener la stabilité dans vos provinces, en appui de votre armée, de votre police et de votre justice. Congolaises et Congolais sont en première ligne de ce travail, de ce combat – mais la Mission et tout le système des Nations Unies sont à vos côtés. Il faut d'ailleurs rappeler qu'un travail significatif est en train d'être fait par les agences des Nations unies sur des programmes allant du soutien au système de santé en passant par le domaine éducatif et l'accompagnement aux institutions judiciaires. Malheureusement, la plupart du temps l'attention est concentrée sur la MONUSCO.

Pour revenir sur nos récentes activités, nos militaires sont en train de déployer quatre unités mobiles, plus réactives, plus rapides, plus flexibles, qui leur permettront de mieux soutenir les opérations de l'armée congolaise. Notre personnel policier et civil va intensifier son engagement avec la population, y compris avec ceux qui nous critiquent, pour identifier tous les domaines où nous devons et nous pouvons faire des progrès, notamment nos systèmes d'alertes. Et de mon côté, je continuerai inlassablement mon plaidoyer – pour que chacun, y compris au niveau politique, joue le rôle positif que vous êtes en droit d'attendre de lui ; et pour que vos autorités travaillent à améliorer les conditions de vie et de travail des FARDC et de la PNC, l'une des conditions essentielles pour que vos forces de sécurité puissent remplir leurs responsabilités convenablement.

Nous ne pouvons pas réussir sans vous, la population du Nord-Kivu. Réussissons donc ensemble et ne nous laissons pas distraire par ceux qui ont besoin de la confusion pour continuer à exister.